ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 17 septembre 1971, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "établissant les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie", a donné le 16 novembre 1971 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e september 1971 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten", heeft de 16e november 1971 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet essentiel de régler les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie et de déterminer les critères d'aptitude et de capacité à remplir ces fonctions. Accessoirement, il fixe certaines règles d'organisation de ces services.

Il trouve son fondement légal dans l'article 13, alinéa 3, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, aux termes duquel "Le Roi établit les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie ...", ainsi que dans l'article 9 de la même loi qui charge le Roi de "déterminer les règles d'organisation générale des services communaux d'incendie".

OBSERVATIONS GENERALES.

L'arrêté réserve les emplois d'officier des services communaux d'incendie aux candidats du sexe masculin. En l'occurrence cette discrimination peut être admise, car elle se justifie par la nature de l'activité des intéressés.

*

Pour des raisons de concordance générale, il est proposé de subdiviser les chapitres en sections 1ère, 2 et 3, plutôt que de les subdiviser en A, B, C.

PREAMBULE.

A l'alinéa 1er, il y a lieu de viser également l'article 9 de la loi qui, ainsi qu'il a été signalé plus haut, constitue le fondement légal de diverses dispositions du projet.

.../...

Il convient de viser, dans un alinéa 3, l'arrêté royal du 8 novembre 1967 qui définit notamment les classes (X, Y et Z) mentionnées dans le projet. Cet alinéa devrait être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 8 novembre 1967 portant en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie;".

Article 3.

Cet article est rédigé comme suit :

"Lors de tout recrutement, les candidats qui se trouvent dans les conditions requises pour être admis au stage sont désignés par le conseil communal dans l'ordre de priorité suivant :

1° les porteurs du diplôme d'ingénieur;
2° les porteurs du diplôme d'ingénieur technicien ou de conducteur civil;
3° les porteurs du diplôme de fin d'études moyennes du degré supérieur ou assimilées.

Si plusieurs des candidats ... ".

Il appelle plusieurs observations :

1) Les conditions requises pour être admis au stage sont déterminées, pour les officiers professionnels, par les articles 9, 10 et 11 et, pour les officiers volontaires, par l'article 26 qui renvoie aux articles 9, 10 et 11. Les articles 9 et 10 sont relatifs à l'examen médical, à l'épreuve d'aptitude physique et aux épreuves de sélection. L'article 11 concerne la décision du conseil communal d'admettre les intéressés au stage.

.../...

L'article 3 trouverait donc mieux sa place entre l'article 10 et l'article 11. Si cette solution était adoptée, il y aurait lieu de modifier les renvois prévus à l'article 26.

2) L'expression "ordre de priorité" risque de créer une confusion. Les lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947 établissent, en effet, en faveur des victimes de la guerre un droit de priorité pour l'accession aux emplois publics.

A la connaissance du Conseil d'Etat, les fonctions d'officier des services communaux d'incendie n'ont pas été soustraites par le Roi à l'application de ces lois et l'ordre déterminé par un arrêté royal ne peut prévaloir contre l'ordre de priorité qu'elles établissent. Il serait donc préférable d'omettre les mots "de priorité". En effet le conseil communal ne pourra classer les candidats suivant l'ordre des diplômes qu'en tenant compte des diverses dispositions légales relatives à l'accès aux fonctions publiques.

3) Pour l'énumération des divers diplômes, il y aurait lieu de se borner à un renvoi à l'annexe I, où ils sont déterminés avec précision. Les dénominations figurant au 1°, au 2° et au 3°, outre qu'elles ne correspondent pas toujours à la terminologie actuelle, ne reflètent pas non plus parfaitement les intentions du Gouvernement qui, par exemple, ne veut nullement reprendre dans les diplômes visés au 1 celui d'ingénieur commercial.

Il y aura donc lieu d'écrire :

"1° les porteurs d'un diplôme repris sub 1 dans l'annexe I;
2° les porteurs d'un diplôme repris sub 2 dans l'annexe I;
3° les porteurs d'un diplôme repris sub 3 dans l'annexe I".

.../...

4) Il convient de compléter l'énumération en mentionnant le diplôme repris sub 4. En effet, en vertu de l'article 24, ce diplôme peut être admis en cas de nécessité pour certains services d'incendie de la classe Z.

Article 5.

Le mot "directement" peut être omis.

Article 7.

Les mots "selon le service d'incendie concerné" sont superflus et doivent être omis.

Au a) et au b) il convient de mettre une virgule entre "groupe" et "situé".

Article 8.

A l'alinéa 1er la seconde phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Cet appel est publié dans le Moniteur belge et dans deux quotidiens au moins. L'annonce de la vacance est également affichée dans les casernements, dans les postes avancés, s'il en existe, et en tout endroit des communes du groupe régional que le conseil communal estime opportun. Ces avis indiquent ..." (la suite comme au projet).

Article 9.

La rédaction de cet article est défectueuse. Le texte suivant est proposé :

.../...

"Les candidats doivent se soumettre à un examen médical effectué, sur base des critères déterminés à l'annexe II du présent arrêté, par l'officier-médecin du service ou par le médecin désigné par le conseil communal.

Les candidats reconnus aptes sont soumis à des épreuves d'aptitude physique.

Le conseil communal organise ces épreuves. Il fixe la composition du jury, lequel est présidé par un membre du collège des bourgmestre et échevins".

Article 10.

Cet article prévoit des épreuves de sélection "afin de départager les candidats", ce qui semble impliquer que les candidats seront classés suivant leurs résultats à cette épreuve et paraît en contradiction avec l'article 3 qui détermine leur classement d'après la nature de leur diplôme.

Suivant les fonctionnaires délégués, le Gouvernement veut organiser non un concours, mais un simple examen destiné à vérifier si les candidats possèdent les qualités intellectuelles et morales requises. Ceux qui auront réussi seront classés en catégories suivant la nature de leur diplôme, ainsi que l'impose l'article 3. Le texte suivant, qui traduit mieux ces intentions, est proposé pour l'alinéa 1er :

"Les candidats qui ont satisfait à l'examen médical et aux épreuves d'aptitude physique prévus à l'article 9 sont soumis à des épreuves de sélection.

Le conseil communal organise ces épreuves. Il fixe la composition du jury, lequel est présidé par un membre du collège des bourgmestre et échevins".

.../...

Article 11.

Suivant les déclarations des fonctionnaires délégués, le conseil communal sera tenu, lors de la désignation des candidats en vue du stage, de respecter l'ordre établi par l'article 3. C'est une raison de plus pour déplacer ce dernier article, ainsi qu'il a été suggéré, et de le placer après l'article 10.

L'alinéa 1er serait modifié et rédigé comme suit :

"Les candidats qui se trouvent dans les conditions requises pour être admis au stage et qui ont satisfait à l'examen médical ainsi qu'aux épreuves d'aptitude physique et de sélection sont désignés par le conseil communal dans l'ordre suivant :

1° ...

2° ...

...".

Cette rédaction exprimerait plus clairement la volonté du Gouvernement et rendrait inutile l'article 11 du projet.

Article 12.

Suivant les fonctionnaires délégués, les "cours théoriques et pratiques" mentionnés à cet article sont ceux qui permettent d'obtenir le brevet de candidat officier professionnel mentionné à l'article 14. Il serait préférable de fusionner les deux articles et d'employer une seule terminologie.

.../...

Article 15.

La deuxième phrase de l'alinéa 1er serait plus simplement rédigée comme suit :

"Il peut être prolongé par le conseil communal pour un an au plus, l'officier chef du service entendu".

A l'alinéa 2 les mots "en général", qui n'ajoutent rien au texte, doivent être omis.

Article 16.

Comme c'est le conseil communal qui peut mettre fin au stage, il serait préférable de rédiger l'article comme suit:

"Le conseil communal peut mettre fin au stage...".

Article 19.

Il ressort de cet article qu'un sous-officier professionnel peut devenir officier professionnel sans être titulaire d'un des diplômes prévus à l'annexe I, alors qu'un tel diplôme est exigé des sous-officiers volontaires qui désirent devenir officier volontaire. De même, l'avis favorable de l'officier chef du service est exigé pour les volontaires et non pour les professionnels.

On peut se demander si telle est bien l'intention du Gouvernement.

Article 20.

Selon les fonctionnaires délégués, seuls les sous-officiers du service dans lequel il y a lieu à promotion

.../...

peuvent être nommés. Il y aurait donc lieu de préciser ce point et d'écrire :
" ... les sous-officiers professionnels du service en sont avisés par note".

La même observation vaut pour les articles 22, 35 et 37.

Article 21.

Cet article devrait être divisé en deux paragraphes : le premier comprendrait l'énumération des diplômes requis pour les divers grades et le second serait composé des deux derniers alinéas.

*

Suivant les fonctionnaires délégués, une erreur matérielle s'est glissée à l'alinéa 3 et il conviendrait d'écrire : "brevet de prévention délivré dans le cadre de l'enseignement institué par l'Etat en matière d'incendie".

*

Tel qu'il est rédigé, l'alinéa 4 implique que, contrairement à ce qui est prévu en matière de recrutement, jusqu'au grade de capitaine-commandant le conseil communal a le choix entre les porteurs d'un diplôme prévu sub 1 et les porteurs d'un diplôme prévu sub 2.

En revanche, pour les grades supérieurs à celui de capitaine-commandant, ce n'est qu'à défaut de candidats porteurs d'un diplôme prévu sub 1 que le conseil communal pourra nommer un titulaire d'un diplôme repris sub 2, ce qui entraînera parfois la nomination d'un candidat d'un grade inférieur de plusieurs degrés à celui qui doit être conféré.

.../...

Le dernier alinéa de l'article indique que le Gouvernement a aperçu le problème,mais il n'est pas certain que cette disposition suffise à résoudre toutes les questions qui peuvent se poser.

*

Les mots "selon la classe à laquelle appartient le service d'incendie concerné" doivent être omis.

Il y a lieu d'omettre également les mots "en outre" qui figurent à l'alinéa 5.

Enfin, au dernier alinéa, le mot "détermine" devrait être remplacé par le mot "décide".

Article 24.

A l'alinéa 1er, il conviendrait d'écrire,dans un but de précision :

"Les candidats doivent en outre, selon le service d'incendie, être porteurs ... ".

A l'alinéa 2, l'expression "diplôme de fin d'études moyennes du degré inférieur" ne correspond pas à la terminologie actuelle,qui est "diplôme de fin d'études secondaires inférieures". Il serait plus simple d'écrire : "diplôme prévu sub 4".

.../...

Article 27.

L'alinéa 1er de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Préalablement à son entrée en service, le stagiaire contracte un engagement d'une durée égale à celle du stage. Le modèle de ce contrat est fixé par le Ministre de l'Intérieur".

Dans ce cas, l'alinéa 2 commencerait par les mots : "Le stagiaire peut ...".

Article 29.

Il existe une discordance entre le classement des services d'incendie opéré par cet article et par l'article 33, et le classement des mêmes services figurant dans les articles 7 et 21. Dans ces derniers articles on distingue en effet :

1° les services de la classe Z ou de la commune non-centre de groupe, situés dans une agglomération constituée par arrêté ministériel en matière d'incendie;

2° les services d'incendie de la classe Z ou de la commune non-centre de groupe, situés en dehors d'une agglomération constituée par arrêté ministériel en matière d'incendie.

En revanche, aux articles 29 et 33, on distingue entre:

1° la classe Z, que la commune soit située ou non dans une agglomération constituée par arrêté ministériel en matière d'incendie;

2° la commune non-centre de groupe, qu'elle soit située ou non dans une telle agglomération.

.../...

Sauf si cette discordance se justifie pour des raisons que le Conseil d'Etat n'aperçoit pas, il serait souhaitable de la faire disparaître.

*

L'alinéa 2 ne dispense des brevets exigés par cet article que les porteurs d'un des diplômes prévus sub 1 , alors qu'à l'article 14 relatif aux professionnels,la dispense s'étend également aux porteurs des diplômes prévus sub 2.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison de cette différence.

Article 33.

Suivant cet article,les sous-officiers volontaires ne peuvent poser leur candidature à un emploi d'officier volontaire qu'à la condition de bénéficier d'un rapport favorable de l'officier chef du service, condition qui n'est du reste pas prévue pour les professionnels.

Toutefois, l'article 34 accorde à l'intéressé un recours devant le conseil communal dont la décision se substitue ainsi à celle du chef du service.

En conséquence, dans l'énumération des conditions le c devrait être complété comme suit :

"c) bénéficier d'un rapport favorable de l'officier chef du service ou d'une décision favorable du conseil communal prise en application de l'article 34".

.../...

Article 36.

Le dernier alinéa de cet article vise une hypothèse identique à celle du dernier alinéa de l'article 21. Il y aurait lieu d'uniformiser les deux textes.

Article 41.

A l'alinéa 1er le mot "revêtu" devrait être remplacé par le mot "titulaire".

Article 45.

Il résulte du texte de cet article qu'un officier temporaire pourra bénéficier d'une nomination à titre définitif même s'il ne compte que quelques jours de service comme temporaire.

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si, pour éviter les abus, il ne conviendrait pas de prévoir un minimum d'ancienneté.

Article 47.

Au a il y a lieu d'écrire :

"a) remplir les conditions générales ... ".

.../...

ANNEXE I.

Les diplômes d'ingénieur peuvent être délivrés non seulement par les universités et les établissements qui leur sont assimilés,mais aussi par des jurys d'Etat.

En conséquence, l'intitulé du 1 devrait être modifié et rédigé comme suit :

"1. Diplôme d'ingénieur délivré dans les spécialités suivantes : ... ".

*

Les grades d'"ingénieur civil électricien et mécanicien" et d'"ingénieur civil physicien" ne figurent pas dans l'énumération des grades académiques reprise à l'article ler des lois coordonnées sur la collation des grades académiques. Il y aurait donc lieu de les omettre dans la rubrique des grades légaux.

*

Dans cette rubrique, pour être conforme à la loi, le premier grade qui y est indiqué devrait être mentionné comme suit :

"Ingénieur civil issu de l'Ecole d'application de l'artillerie et du génie de l'Ecole royale militaire (section polytechnique)".

*

Au 3 et au 4, il y a lieu d'écrire,conformément à la terminologie actuelle :

"Diplôme de fin d'études secondaires supérieures",

"Diplôme de fin d'études secondaires inférieures".

.../...

ANNEXE II.

A cette annexe, la condition "pouvoir résister au maximum à la fumée" gagnerait à être libellée comme suit : "avoir une grande résistance à la fumée".

Hoofddoel van het ontwerp is het regelen van de benoembaarheids- en bevorderingsvereisten voor officieren van gemeentelijke brandweerdiensten en het vaststellen van de geschiktheids- en bekwaamheidsmaatstaven voor het vervullen van die ambten. Subsidiair stelt het ontwerp een aantal regelen betreffende de organisatie van die diensten.

Rechtsgrond is artikel 13, derde lid, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, dat stelt : "De Koning bepaalt de geschiktheids- en bekwaamheidsmaatstaven en de benoembaarheids- en bevorderingsvereisten voor officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten ..." en artikel 9 van dezelfde wet, dat de Koning belast met het bepalen van "de regelen in verband met de algemene organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp-besluit laat alleen mannelijke kandidaten toe tot betrekkingen van officier van de gemeentelijke brandweerdiensten. Die discriminatie is hier aanvaardbaar wegens de aard van het werk.

*

Ter wille van de algemene overeenstemming verdele men de hoofdstukken in afdelingen 1, 2 en 3 in plaats van te werken met A,B,C.

.../...

AANHEF.

In het eerste lid moet ook worden verwezen naar artikel 9 van de wet dat, zoals reeds is gezegd, rechtsgrond oplevert voor een aantal bepalingen van het ontwerp.

In een derde lid moet worden verwezen naar het koninklijk besluit van 8 november 1967, dat onder meer een omschrijving geeft van de in het ontwerp bedoelde categorieën (X, Y en Z). De redactie wordt dan zo :

"Gelet op het koninklijk besluit van 8 november 1967 houdende, voor de vredestijd, organisatie van de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdiensten en coördinatie van de hulpverlening in geval van brand;".

Artikel 3.

Dit artikel is als volgt geredigeerd :

"Bij elke aanwerving worden de kandidaten die aan de gestelde voorwaarden voor toelating tot de stage voldoen door de gemeenteraad in onderstaande voorrangsorde aangewezen :

1° de houders van het diploma van ingenieur;

2° de houders van het diploma van technisch ingenieur of van burgerlijk conducteur;

3° de houders van het einddiploma van hogere middelbare of daarmede gelijkgestelde studies.

Wanneer verscheidene van de bovenvermelde kandidaten...".

.../...

Bij dit artikel zijn een aantal opmerkingen te maken :

1) De vereisten om tot de stage te worden toegelaten, zijn voor beroepsofficieren vastgesteld in de artikelen 9, 10 en 11, voor officieren-vrijwilligers in artikel 26, dat naar de artikelen 9,10 en 11 verwijst. De artikelen 9 en 10 betreffen het geneeskundig onderzoek, de proeven inzake lichamelijke geschiktheid en de selectieproeven, artikel 11 heeft betrekking op de beslissing van de gemeenteraad om tot de stage toe te laten.

Artikel 3 zou dus beter op zijn plaats zijn tussen de artikelen 10 en 11. Mocht op dat voorstel worden ingegaan, dan moeten de verwijzingen in artikel 26 worden veranderd.

2) De term "voorrangsorde" kan verwarring stichten. De wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 stellen immers ten behoeve van oorlogsgetroffenen een recht van voorrang in voor het verkrijgen van openbare ambten.

Voor zover de Raad van State bekend is, heeft de Koning het ambt van officier van de gemeentelijke brandweerdiensten niet aan de toepassing van die wetten onttrokken; de in een koninklijk besluit bepaalde volgorde kan het niet halen van de in die wetten vastgestelde prioriteit. Het ware derhalve verkieslijk het woord "voorrangsorde" te vervangen door "volgorde". De gemeenteraad zal de gegadigden immers slechts naar de volgorde van de diploma's kunnen rangschikken met inachtneming van alle wetsbepalingen betreffende de toegang tot openbare ambten.

.../...

3) Voor het opsommen van de diploma's zou alleen mogen worden gewerkt met verwijzing naar bijlage I, waar die diploma's nauwkeurig bepaald zijn. Uit de benamingen onder 1°, 2° en 3° - die overigens niet altijd met de huidige terminologie overeenstemmen - blijkt ook niet duidelijk welke de bedoeling is van de Regering die bijvoorbeeld onder de sub 1 bedoelde diploma's niet het diploma van handelsingenieur wenst op te nemen.

Men leze derhalve :

"1° houders van een diploma genoemd onder 1 in bijlage I;
2° houders van een diploma genoemd onder 2 in bijlage I;
3° houders van een diploma genoemd onder 3 in bijlage I".

4) In de opsomming moet ook voorkomen het diploma dat genoemd is onder 4 van bijlage I. Krachtens artikel 24 kan het zo nodig worden aangenomen voor bepaalde brandweerdiensten van categorie Z.

Artikel 5.

Het woord "rechtstreeks" kan vervallen.

Artikel 7.

De woorden "volgens de aard van de brandweerdienst" moeten als overbodig vervallen.

In de Franse tekst onder a) en b) plaatse men een komma tussen "groupe" en "situé".

.../...

Artikel 8.

De tekst kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Wanneer een bij aanwerving te verlenen betrekking van beroepsonderluitenant vacant wordt of uiterlijk binnen zes maanden vacant zal worden, richt de gemeenteraad een oproep tot gegadigden. Die oproep wordt bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad en in ten minste twee dagbladen. De aankondiging van de vacature wordt bovendien aangeplakt in de kazernementen, in voorkomend geval in de vooruitgeschoven posten, en op alle plaatsen in de gemeenten van de gewestelijke groep welke de gemeenteraad dienstig acht. Dat bericht vermeldt ..." (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 9.

Dit artikel is gebrekkig geredigeerd. Voorgesteld wordt :

"Gegadigden moeten zich onderwerpen aan een geneeskundig onderzoek, dat op grond van de in bijlage II van dit besluit bepaalde maatstaven wordt verricht door de officier-geneesheer van de dienst of door de geneesheer aangewezen door de gemeenteraad.

De geschikt bevonden gegadigden worden onderworpen aan proeven inzake lichamelijke geschiktheid.

De gemeenteraad organiseert die proeven. Hij bepaalt de samenstelling van de examencommissie, die wordt voorgezeten door een lid van het college van burgemeester en schepenen".

.../...

Artikel 10.

Dit artikel voorziet in selectieproeven "ten einde de kandidaten te schiften"; dit lijkt te betekenen dat gegadigden zullen worden gerangschikt volgens de behaalde uitslagen en lijkt in tegenspraak te zijn met artikel 3, volgens hetwelk de aard van het diploma bepalend is voor de rangschikking.

Volgens de gemachtigde ambtenaren wil de Regering niet een vergelijkend examen maar een gewoon examen organiseren, om de gegadigden op de vereiste verstandelijke en zedelijke hoedanigheden te toetsen. De geslaagden zullen in categorieën worden ingedeeld volgens de aard van hun diploma, zoals artikel 3 voorschrijft. De hierna voor het eerste lid voorgestelde tekst geeft deze bedoeling beter weer :

"Gegadigden die geschikt zijn bevonden bij het geneeskundig onderzoek en bij de proeven inzake lichamelijke geschiktheid, voorgeschreven in artikel 9, worden aan een selectieexamen onderworpen.

De gemeenteraad organiseert dat examen. Hij bepaalt de samenstelling van de examencommissie, die wordt voorgezeten door een lid van het college van burgemeester en schepenen".

Artikel 11.

Volgens de gemachtigde ambtenaren zal de gemeenteraad bij de aanwijzing van de kandidaten voor de stage rekening moeten houden met de in artikel 3 bepaalde volgorde. Dit is een reden te meer om dit laatste artikel, zoals reeds in overweging is gegeven, in te voegen na artikel 10.

.../...

Het gewijzigde eerste lid kan dan als volgt worden geredigeerd :

"Gegadigden die de voorwaarden om tot de stage te worden toegelaten vervullen en die bij het geneeskundig onderzoek, bij de proeven inzake lichamelijke geschiktheid en bij het selectieexamen voldaan hebben, worden door de gemeenteraad in de onderstaande volgorde aangewezen :

1° ...

2° ...

...".

Deze redactie zou de wil van de Regering duidelijker tot uitdrukking brengen en artikel 11 van het ontwerp overbodig maken.

Artikel 12.

Volgens de gemachtigde ambtenaren zijn de in dit artikel vermelde "theoretische en praktische cursussen" de lessen op grond waarvan het in artikel 14 bedoelde brevet van kandidaat beroepsofficier kan worden behaald. Van beide artikelen kan er beter één worden gemaakt, met gebruik van eenzelfde terminologie.

Artikel 15.

Een eenvoudiger redactie voor de tweede volzin van het eerste lid is :

"Zij kan door de gemeenteraad voor ten hoogste een jaar worden verlengd, de officier, hoofd van de dienst gehoord".

.../...

In het tweede lid moeten de nietszeggende woorden "in het algemeen" vervallen.

Artikel 16.

Het is zaak van de gemeenteraad, een einde te maken aan de stage. Daarom is het verkieslijk het artikel als volgt te redigeren :

"De gemeenteraad kan, op schriftelijk en met redenen omkleed voorstel van de officier, hoofd van de dienst te allen tijde een einde aan de stage maken...".

Artikel 19.

Uit dit artikel blijkt dat een beroepsonderofficier beroepsofficier kan worden, ook al bezit hij geen van de in bijlage I bedoelde diploma's, terwijl zodanig diploma wel wordt geëist van onderofficieren-vrijwilligers die officier-vrijwilliger willen worden. Ook wordt het gunstig advies van de officier, hoofd van de dienst wel geëist voor vrijwilligers en niet voor beroepsonderofficieren.

De vraag is of de Regering het wel zo bedoelt.

Artikel 20.

Volgens de gemachtigde ambtenaren kunnen alleen de onderofficieren van de dienst waarin bevorderingen moeten worden verleend, benoemd worden. Dit zou met zoveel woorden als volgt moeten worden gezegd :

"Wanneer een bij bevordering toe te wijzen betrekking van beroepsonderluitenant openvalt, worden de beroepsonderofficieren van de dienst daarvan bij dienstnota in kennis gesteld".

.../...

Een zelfde opmerking geldt voor de artikelen 22, 35 en 37.

Artikel 21.

Dit artikel zou in twee paragrafen moeten worden verdeeld : een eerste met de opsomming van de diploma's die voor de onderscheiden graden vereist zijn, een tweede voor de laatste twee alinea's.

*

Volgens de gemachtigde ambtenaren is een fout geslopen in het derde lid. Daar zou moeten worden gelezen : "... brevet brandvoorkoming, afgegeven in het kader van het door de Staat georganiseerde brandweeronderwijs".

*

Zoals het vierde lid geredigeerd is, impliceert het dat de gemeenteraad, anders dan inzake werving is bepaald, tot de graad van kapitein-commandant de keuze heeft tussen de houders van een sub 1 dan wel van een sub 2 bedoeld diploma.

Voor graden boven die van kapitein-commandant daarentegen kan de gemeenteraad alleen als er geen gegadigden met een sub 1 bedoeld diploma zijn, een houder van een sub 2 genoemd diploma benoemen, hetgeen soms zal leiden tot benoeming van een gegadigde wiens graad verscheidene trappen lager staat dan de te verlenen graad.

.../...

Uit het laatste lid van het artikel blijkt dat de Regering het probleem heeft gezien, maar het staat niet vast dat de bepaling een oplossing aan de hand doet voor alle moeilijkheden die zich kunnen voordoen.

*

De woorden "naar gelang van de categorie waartoe de betrokken brandweerdienst behoort" moeten vervallen.

Ook moet in het vijfde lid het woord "bovendien" vervallen.

In het laatste lid tenslotte vervange men het woord "bepaalt" door "beslist".

Artikel 24.

Nauwkeurigheidshalve zou in het eerste lid moeten worden gelezen :

"Gegadigden moeten bovendien, naar gelang van de brandweerdienst, houder zijn van ...".

In het tweede lid stemt de term "einddiploma van middelbare studies van de lagere graad" niet overeen met de huidige terminologie "einddiploma van lagere secundaire studiën". Eenvoudiger zou zijn : "Diploma bedoeld onder 4".

.../...

Artikel 27.

Het eerste lid van dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Vóór zijn indiensttreding gaat de stagiair een dienstverbintenis aan voor een even lange duur als de stage. Het model van die dienstverbintenis wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken vastgesteld".

Dan zou het tweede lid beginnen met de woorden : "De stagiair kan ...".

Artikel 29.

De indeling van de brandweerdiensten in dit artikel en in artikel 33 is niet geheel dezelfde als in de artikelen 7 en 21. In deze laatste wordt een onderscheid gemaakt tussen :

1° de diensten van categorie Z of van een gemeente die geen groepscentrum is, gelegen in een bij ministerieel besluit inzake brandweer opgerichte agglomeratie;

2° de brandweerdiensten van categorie Z of van een gemeente die geen groepscentrum is, gelegen buiten een bij ministerieel besluit inzake brandweer opgerichte agglomeratie.

In de artikelen 29 en 33 daarentegen wordt een onderscheid gemaakt tussen :

1° de categorie Z, ongeacht of de gemeente al dan niet gelegen is in een bij ministerieel besluit inzake brandweer opgerichte agglomeratie;

2° de gemeente die geen groepscentrum is, ongeacht of zij al dan niet in een zodanige agglomeratie is gelegen.

.../...

Tenzij die discrepantie gewettigd is door redenen die de Raad van State ontgaan, ware het wenselijk ze weg te werken.

*

In het tweede lid worden alleen de houders van een der diploma's bedoeld onder 1 van bijlage I ontslagen van de verplichting, in het bezit te zijn van de in dat artikel 29 voorgeschreven brevetten,terwijl in artikel 14, dat op de beroepsofficieren betrekking heeft, de vrijstelling ook geldt voor houders van de diploma's bedoeld onder 2.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom dit onderscheid gemaakt wordt.

Artikel 33.

Volgens dit artikel kunnen onderofficieren-vrijwilligers zich slechts voor een betrekking van officier-vrijwilliger kandidaat stellen als de officier, hoofd van de dienst over hen een gunstig verslag heeft uitgebracht. Voor beroepsonderofficieren is die eis niet gesteld.

Krachtens artikel 34 kan echter beroep worden ingesteld bij de gemeenteraad, wiens beslissing dan in de plaats komt van die van de officier, hoofd van de dienst.

De opsomming van de eisen onder c zou derhalve als volgt moeten worden aangevuld :
"c) een gunstig verslag van de officier, hoofd van de dienst of een op grond van artikel 34 genomen gunstige beslissing van de gemeenteraad hebben gekregen".

.../...

Artikel 36.

Het laatste lid van dit artikel handelt over eenzelfde geval als het laatste lid van artikel 21. Er zou eenheid moeten zijn tussen beide teksten.

Artikel 41.

In het eerste lid vervange men de woorden "wordt bekleed met" door "heeft".

Artikel 45.

Uit de tekst van dit artikel volgt dat tijdelijk officieren een vaste benoeming kunnen krijgen zelfs al tellen zij slechts enkele dagen dienst als tijdelijke.

De Regering dient te oordelen of geen minimumanciënniteit moet worden geëist, ten einde misbruiken te voorkomen.

Artikel 47.

Onder a moet worden gelezen :

"a) voldoen aan de algemene voorwaarden ...".

BIJLAGE I.

Ingenieursdiploma's kunnen niet alleen door universiteiten en ermee gelijkgestelde inrichtingen maar ook door examencommissies van de Staat worden afgegeven.

.../...

Het opschrift van 1 zou derhalve als volgt moeten worden gewijzigd :

"1. Diploma van ingenieur, afgegeven in de volgende specialiteiten : ...".

*

De graden "burgerlijk elektrotechnisch werktuigkundig ingenieur" en "burgerlijk natuurkundig ingenieur" komen niet voor in de lijst van de academische graden, opgenomen in artikel 1 van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden. Zij zouden dus uit de rubriek "wettelijke graden" moeten worden gelicht.

*

Ter wille van de overeenstemming met de wet zou de eerste graad van deze rubriek als volgt moeten worden vermeld :

"Burgerlijk ingenieur, afgestudeerd aan de applicatieschool van de artillerie en van de genie van de Koninklijke Militaire School (polytechnische afdeling)".

*

Onder 3 en onder 4 moet overeenkomstig de huidige terminologie worden gelezen :

"Einddiploma van hogere secundaire studie",
"Einddiploma van lagere secundaire studie".

.../...

BIJLAGE II.

In deze bijlage kan de eis "moet in de hoogste mate aan rook kunnen weerstaan" beter als volgt worden gesteld : "moet in hoge mate bestand zijn tegen rook".

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

G. ARONSTEIN, assesseurs de la section de législation,

M. VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Cl.ROUSSEAUX, auditeur adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Cl.ROUSSEAUX, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. HOLOYE.